

**Note de service n° 85-209 du 6 juin 1985**

(Education nationale : Affaires financières, Affaires générales)

Texte adressé aux commissaires de la République, aux recteurs, aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale et aux chefs d'établissement.

*Application des dispositions de l'article R 96 du Code des pensions civiles et militaires de retraite.*

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les dispositions de l'article R 96 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, aux termes desquelles le traitement d'activité d'un fonctionnaire radié des cadres admis à la retraite dans le courant d'un mois doit continuer à lui être servi jusqu'à la fin de ce mois, le paiement de sa pension commençant au premier jour du mois suivant.

Il en est ainsi notamment pour les personnels enseignants ou non, admis à la retraite à compter de la rentrée scolaire, dont la radiation des cadres prend effet du jour de la rentrée effective des personnels enseignants, ainsi que le principe en a été arrêté par note de service n° 81-150 du 6 avril 1981 confirmé par la note de service n° 83-157 du 7 avril 1983 ( BO n° 15 du 14 avril 1983.)

Ainsi les fonctionnaires dont l'arrêté d'admission à la retraite portera comme date d'effet la mention « rentrée scolaire 1985-1986 » devront percevoir la totalité de leur rémunération jusqu'à la veille de la date fixée pour la rentrée scolaire des personnels enseignants et le traitement continué jusqu'au 30 septembre 1985.

Les personnels radiés des cadres par limite d'âge dans le courant de l'année scolaire et maintenus en fonction dans l'intérêt du service jusqu'à la fin de celle-ci entreront en jouissance de leur pension au 1<sup>er</sup> septembre, date de la rentrée administrative ; leur traitement d'activité devra donc être arrêté au 31 août 1985.

Enfin, il est précisé que par traitement continué, il faut entendre la rémunération indiciaire servie selon la quotité attribuée pendant la période d'activité, augmentée éventuellement des avantages familiaux, à l'exclusion de toutes autres indemnités ou allocations : cette exception ne s'étend pas toutefois à l'indemnité exceptionnelle de 30 % allouée aux fonctionnaires admis au bénéfice de la cessation progressive d'activité instituée par l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982.

Par ailleurs, pour répondre à des questions fréquemment posées, j'ajoute que les dispositions de l'article R 96 sont applicables :

Aux fonctionnaires radiés des cadres en cours de mois après épuisement des congés de longue maladie ou de longue durée qui leur ont été accordés ;

Aux fonctionnaires qui sollicitent leur admission à la retraite avant la fin du recul de limite d'âge dont ils ont bénéficié en application notamment de l'article 4 de la loi du 18 août 1936.

BO n° 24 du 13 juin 1985.)